

Histoire et géographie économiques

Copie de candidat

On ne cherchera pas ici la perfection : il serait trop aisé de faire apparaître des imprécisions ou des lacunes. Cependant, il nous a semblé que malgré ses limites, ce devoir méritait d'être porté à la connaissance des futurs candidats. Ceux-ci constateront, une fois de plus, que le jury recherche moins l'excellence qu'une qualité de pensée prometteuse à terme d'une évolution positive. Dès le début, une claire analyse des termes du sujet (obstacles de fait, obstacles résultant de désaccords) et un plan thématique ont permis de répondre avec précision à la question posée, de conduire l'exposé avec fermeté, sans s'égarer dans de multiples détails qui témoignent peut-être d'une bonne mémoire mais risquent de faire perdre de vue l'essentiel.

D'autre part, la candidate a su, quoique de façon succincte, montrer l'aspect positif des obstacles, ne serait-ce que parce qu'ils obligent à un dialogue «plus complet». Enfin le style comme l'orthographe restent acceptables.

Les conflits actuels sur la ratification du traité constitutionnel par les vingt-cinq pays européens montrent à quel point le projet européen tel qu'il est aujourd'hui est polémique. La construction européenne a véritablement débuté en 1952 avec la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) avec cinq pays ; le traité de Rome en 1957 énonce le projet : une union audacieuse, économique d'abord, puis politique, sociale et culturelle.

On ne peut donc nier le fait européen qui se construit depuis une cinquantaine d'années, mais les difficultés sont réelles. Les obstacles sont des phénomènes contraignants qui ralentissent ou s'opposent à la construction européenne ; mais ils doivent aussi par nature être surmontés, ainsi ils peuvent être facteurs de progrès, d'approfondissement du processus européen. Il y en a plusieurs (selon les opinions) : une multitude de pays européens bien différents, un projet européen mal défini, des capacités d'action limitées, une mondialisation dangereuse peut-être, mais pleine de défis, et enfin une hyper puissance américaine, alliée et concurrente.

Les désaccords sont de deux sortes : au sein de l'Europe, entre les pays membres, ou à l'extérieur de l'Europe, vis-à-vis des grandes puissances. Les désaccords sont des obstacles, et concernent tous les aspects : économique (réglementation, union monétaire, concurrence, délocalisations, etc), social (la question de l'Europe sociale, politique d'immigration...), politique (institutions, modes de fonctionnement, compétences des Etats-nations) et culturel (différentes langues, laïcité...). Les protagonistes européens (Etats-nations, institutions européennes et peuples) tentent donc de surmonter ces difficultés. Quel bilan effectuer aujourd'hui à propos de l'Europe ?

La construction européenne est un projet ambitieux et en cela présente bien des difficultés. Les obstacles et les désaccords sont, de plus, grandissants dans un monde en profonde mutation, et contraignent ainsi l'Europe à maximiser la construction afin de les surmonter. D'ailleurs le bilan européen est plutôt favorable aujourd'hui et l'Europe semble avancer lentement mais sûrement...

Le projet ambitieux européen est celui d'une zone unie dans la diversité ; il veut aboutir à un compromis économique, politique, social et culturel ; cependant le projet et les moyens pour y arriver ne sont pas clairs, ni partagés par tous.

La première difficulté de la construction européenne (et ce qui en fait également un grand projet) est de vouloir réunir des pays très différents sur le plan culturel et historique. Certains partagent des traits communs, certes : Angleterre, France et Allemagne par exemple, trois nations puissantes au XXIème siècle, ayant traversé des courants artistiques et politiques communs... Mais avec l'entrée des dix nouveaux états membres (NEM) en 2004, les passés historiques sont de plus en plus hétéroclites : nazisme des années 1930 et 1940 pour l'Europe puis pays de l'est socialistes, fascisme en Italie, dictatures encore récentes... La diversité des langues pose le problème d'une langue officielle, celle des religions de la laïcité, etc.

Les stades de développement des pays sont également différents : décollages précoces anglais, français et allemands ; démocratie et systèmes capitalistes depuis les années 1990 seulement pour des pays comme la Hongrie ou la Pologne. D'où les problèmes quant à la nature de l'Europe : doit-elle favoriser un rattrapage de certains pays et ainsi mener une politique défensive vis-à-vis du monde ? (protectionnisme, interventionnisme...) ou doit-elle mener une politique libérale dans le but d'une meilleure insertion dans les échanges mondiaux au profit des pays européens les plus avancés ? En termes d'indice de PIB, l'écart va de 30 à 40 contre l'Europe occidentale et certains pays de l'Europe orientale. Aussi, c'est la question de l'aide intra-européenne qui se pose : le FEDER (Fonds européen pour le développement économique régional) distribue des aides aux régions européennes, en fonction du niveau de développement. Les inégalités se creusent entre les régions qui reçoivent ou pas ; le rattrapage de l'Irlande a été spectaculaire. Elle s'est spécialisée dans les hautes technologies, et grâce à des avantages fiscaux alloués par l'Europe, elle a su devenir un lieu attractif pour les investissements directs à l'étranger (IDE) notamment américains. La Grèce a aussi été aidée, mais n'a pas su l'exploiter autant. Ainsi les divergences initiales sont d'autant plus difficiles à combler que l'expérience en matière économique et politique des pays n'est pas la même.

Aux stades de développements divergents s'ajoutent les divergences quant à l'utilité et le projet de l'Europe pour chacun. Le projet initial est de parvenir à une union politique, par le biais d'une union économique ; c'est l' «Europe des petits pas» de Jean Monnet dans les années 1950. Mais la volonté de chacune des nations en matière économique dépend des avantages qu'elle peut en tirer : l'union économique monétaire (UEM) n'est pas acceptée par l'Angleterre ou encore la Suède. De même que l'autorité des institutions n'est pas reconnue par tous : beaucoup de polémiques quant au fonctionnement de celles-ci, à la représentation des pays. L'Espagne et la Pologne ont refusé toute proposition au sommet européen de 2003, car sinon leur nombre de voix au Conseil européen aurait baissé : les 40 millions de Polonais ont en effet presque autant de voix (une trentaine) que les 80 millions d'Allemands. Les plus petits pays demandent une représentation plus juste, mais une Europe où ni la France, ni l'Allemagne ou la Grande-Bretagne ne seraient aux commandes ne semble pas naturelle. La France elle-même n'arrivait à se contenter, jusqu'à l'année dernière, que d'un seul commissaire français aux transports...

Enfin il reste de nombreux domaines où l'Europe reste impuissante. Souvent la raison est que les Etats souhaitent rester libres de choisir : souvent des domaines sociaux culturels (religion, avortement, mariage homosexuel, etc). Si ces compétences ne sont pas de la compétence européenne, d'autres devraient l'être : politiques migratoires (un début cependant avec Schengen), harmonisation fiscale, statuts du travail, des entreprises, etc.

La complexité et l'ambition du projet européen, ainsi que la multitude d'acteurs et des intérêts en jeu multiplient les obstacles. Mais c'est grâce à une politique d'intégration active, et à la recherche de compromis (comme le traité actuel) que l'Europe cherche à y remédier, dans le cadre d'une mondialisation qui modifie les enjeux.

* * * *

Pour surmonter les obstacles à la construction européenne, l'Europe doit déterminer ce qu'elle veut être ; ce choix est d'autant plus urgent que la mondialisation et les Etats-Unis semblent quetter le moindre faux-pas.

Ici la question est bien plus géographique et politique. Tout d'abord les limites géographiques de l'Europe sont l'objet d'un véritable désaccord, et pourtant les élargissements ne semblent pouvoir être arrêtés ou remis en cause. En réalité l'admission de dix nouveaux pays, tous issus de l'ex-URSS (sauf deux : Chypre et Malte), en une seule fois en 2004 a inquiété l'opinion. Une carte de l'espace européen semble cependant inclure naturellement ces pays. En choisissant l'élargissement, deux problématiques sont confrontées, celles de l'Europe-espace et celle de l'Europe-puissance. Vont-elles dans le même sens ? Ou l'espace met-il un terme à la puissance ?

Dans la thématique de la puissance se pose ensuite celle des moyens pour l'atteindre : une Europe fédérale, ou une Europe des nations ? Le général De Gaulle était en faveur de la construction européenne certes, mais d'une Europe «à la française». Une Europe des nations paraît rassurante pour les Etats, seulement elle fait de l'Europe une union divisée. A l'occasion de la guerre en Irak de 2003 il n'y a pas eu de position commune, alors que le traité de Nice prévoit une solidarité militaire et une consultation quant aux conflits à l'étranger.

Ainsi l'Europe n'agit pas comme un seul tout, et le traité constitutionnel essaie de donner les outils pour y parvenir : un président de l'Union Européenne, élu pour deux ans et demi qui pourra symboliser l'Europe à l'étranger, quinze commissaires afin de faciliter la prise de décision... Ce sont ainsi autant d'obstacles qui remettent en cause le projet européen et sa viabilité, et par là le contraignent à s'améliorer.

La question de l'Europe-puissance se pose face à la mondialisation et à l'hyper puissance américaine, deux obstacles qui sont aussi des défis à surmonter. Il faut d'ailleurs remarquer que la construction de l'Europe s'est accélérée dans les années 1980, avec les débuts de l'avènement de la mondialisation. Les élargissements successifs (1967, 1973, 1984, 1995, 2004), la réalisation du marché unique (1992), la libéralisation des échanges financiers, commerciaux et de services (prévus en grande partie pour 2010) ainsi qu'une zone de libre circulation (Shengen en 1990) sont des avancées réalisées dans le but de profiter de la mondialisation, mais aussi de s'en protéger.

Le processus de mondialisation tend à effacer les frontières, ou encore à régionaliser le monde, c'est-à-dire à créer des zones de libre-échange avec un nombre de participants restreints. Il est donc important pour l'Europe d'être une zone avec des limites bien déterminées : ainsi elle constitue un bloc capable de se protéger (la Commission peut saisir l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) comme par exemple en 2002 contre les quotas à l'importation de Bush sur l'acier) et profite de sa zone de libre-échange : certains pays réalisent 60 % de leur commerce extérieur en Europe.

La mondialisation a également en tête les Etats-Unis, et s'ils sont un puissant allié, ils sont surtout un concurrent et une hyper puissance à contrecarrer. Tout d'abord il y a une multitude de contentieux, et l'Europe tente de mener ce combat d'un front commun. Les problèmes agricoles sont nombreux : concernant la PAC (Politique Agricole Commune) accusée de fausser la concurrence mondiale par des subventions et des aides excessives (sur les bananes par exemple des DOM-TOM, sur le blé...). L'Europe est donc obligée de se doter d'instruments pour répliquer, et accroît son influence quant à l'issue du commerce mondial. C'est le premier marché mondial, avec près de 33 % des exportations et 25 % des importations.

Enfin les trois pôles du monde (Etats-Unis, Europe et façade de l'Asie Pacifique) s'affrontent et constituent des régions de libre-échange. Les Etats-Unis, en Europe comme en Asie, tentent de «diviser pour mieux régner». Capables de s'immiscer dans tous les problèmes économiques et politiques du globe, ils sont parfois la cause de ces problèmes (l'exemple de la guerre en Irak, et d'une Europe atlantiste face à une Europe plus indépendante). Le projet européen peut être tourné en dérision («l'Europe, quel numéro de téléphone?» demande Henry Kissinger dans les années 1970), et les Etats-Unis étaient prêts à encourager l'entrée de la Turquie dans l'Europe, peut-être signe d'une plus grande hétérogénéité du continent encore. Les nombreux traités (Maastricht en 1992, Amsterdam en 1997, Nice en 2001 et Laeken) tentent de faire face aux critiques américaines et d'y répondre de façon à mieux s'investir dans la mondialisation, à en être un acteur et non pas en subir ses effets.

Affronter les Etats-Unis et la mondialisation sont donc deux facteurs de progrès. L'Union Européenne défend sa place dans l'ordre mondial ; si elle a su surmonter plusieurs obstacles, elle peut en devenir un également.

* * * *

La construction européenne est un exploit réalisé nulle part ailleurs ; certaines de ses performances sont mêmes des obstacles pour le reste du monde. En réalité, si la construction européenne est difficile, elle suscite toujours autant d'engouement, et n'est donc pas découragée par les désaccords ou obstacles.

La zone européenne est une zone commerciale, financière et politique prospère. Tout d'abord la démocratie est une condition nécessaire à l'entrée dans l'Europe : l'Europe et la paix se sont construites avec une aide mutuelle. D'autre part, parmi les conditions d'entrée et de fonctionnement résident celles de performances et d'aptitudes économiques : être en mesure d'appliquer les réglementations mondiales, un objectif de 3 % de croissance, etc. Des conditions concernant les droits de l'homme et du citoyen sont également présentes. Ces conditions sont toutes affichées dans les «Critères de Copenhague». Ainsi l'Europe parvient à être un territoire attractif : c'est le deuxième pôle émetteur d'IDE, et le premier pôle receveur.

L'Europe réalise notamment des performances en matière agricole, industrielle et de services qui montrent qu'au-delà des désaccords, il y a de véritables champions européens. C'est le premier exportateur agricole mondial ; la France réalise 40 % de la production européenne à elle seule et atteint les classements mondiaux en production bovine, laitière et viticole. L'Allemagne, grandement spécialisée en chimie et pharmaceutique (Bayer-Hoechst, BASF) et en automobile (Daimler-Chrysler, Volkswagen, Mercedes...) est également un atout pour l'Europe. Le grand champion de l'aéronautique est Airbus, et peut concurrencer l'américain Boeing avec l'arrivée de l'A380. Airbus est dans le grand complexe EADS, entreprise européenne à la pointe de la technologie.

Enfin le bilan semble également positif à propos de l'Europe : le succès de l'euro, de la PAC, de l'espace Schengen, d'une hausse du niveau et de l'espérance de vie, de l'éducation au travers de programmes d'échanges, un système de protection sociale (inégal) efficace font de l'Europe une construction plutôt réussie.

Les désaccords et les obstacles restent certes toujours nombreux. En réalité on peut se dire qu'ils sont indispensables car ainsi le dialogue est plus complet. Les obstacles contribuent à remettre en jeu l'avenir de l'Europe à tout moment, ainsi à la fortifier. Les débats et conflits sur le traité constitutionnel qui sera ratifié (ou non) par référendum le 29 mai 2005 en France ont suscité l'intérêt de toute une population il semble. Ce qui confirme le succès de la construction européenne en tous les cas, c'est que même les partisans du non ne sont pas anti-européens. Pour la jeune génération, et donc la population active de demain, l'Europe est un fait et ne peut revenir en arrière. Il convient de s'entendre pour qu'elle soit la meilleure possible.

* * * *

La nature même du projet européen est source d'obstacles et de désaccords : elle veut, de la diversité, sortir l'unité à la fois économique, politique, sociale et culturelle. Le danger de ces difficultés serait qu'elles mènent à une Europe à plusieurs vitesses.

Cependant si l'Europe est divisée, elle n'en reste pas moins compétente et puissante ; ceci parce que la «vieille Europe» est le berceau de puissances qui régnaient autrefois sur le monde : Angleterre, Allemagne et France. D'autre part, le projet européen, parce qu'il veut éliminer les frontières sur son continent, a aussi la vocation à devenir une zone prospère économiquement et politiquement.

Pourtant il est difficile de savoir si le projet européen peut pleinement aboutir, parce qu'il mène deux combats à la fois : celui de la discorde entre ses Etats membres et celui de la mondialisation. En réalité la question du devenir de l'Europe est englobée dans celle de la mondialisation, phénomène qui n'a pas encore accouché d'une nouvelle donne mondiale...